



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

Vol. 4, No. 1, Janvier 2026

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.



ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : UN LEVIER MANQUÉ POUR LA FORMATION A L'IDENTITÉ NATIONALE ET A LA CITOYENNETÉ

¹KOKA KINGWEDI Junior, ²LUMUMBA TWAHA Patrice-Emery, ²PINDI MAMBU Pascaline

1. Institut Supérieur Pédagogique Bulungu B.P 01. BULUNGU (RDC);
2. Institut Supérieur Pédagogique de la Gombe B.P. 3580 KINSHASA/GOMBE (RDC)

ABSTRACT

This study examines the capacity of the national History curriculum of the Democratic Republic of Congo (DRC) to educate pupils in the 7th and 8th years of basic education on national identity and citizenship. Using a mixed approach that combines documentary analysis and historical methodology, the research identifies significant gaps in the contextualization of content, the balance of themes, and the consideration given to educational stakeholders. The results reveal an overrepresentation of foreign historical facts to the detriment of national history, as well as inadequacies in pedagogical practices adapted to the realities of the local environment. The article proposes avenues for curricular and didactic reform in order to make the teaching of history a genuine tool for strengthening national identity and civic education.

Keywords: School curriculum; History education; National identity; Citizenship; DRC.

RÉSUMÉ

Cette étude examine la capacité du programme national d'Histoire de la République Démocratique du Congo (RDC) à former les élèves de 7^e et 8^e années de l'éducation de base à l'identité nationale et à la citoyenneté. Par une approche mixte combinant enquête par questionnaire, analyse documentaire et méthode historique, elle révèle des lacunes importantes dans la contextualisation des contenus, l'équilibre thématique et la réception par les acteurs éducatifs. Les résultats indiquent une surreprésentation des récits historiques étrangers au détriment de l'histoire nationale, ainsi qu'une insuffisance des pratiques pédagogiques adaptées aux réalités du milieu. L'article propose des pistes de réforme curriculaire et didactique pour faire de l'enseignement de l'histoire un véritable outil de consolidation identitaire et civique.

Mots-clés : Programme scolaire, Enseignement de l'Histoire, Identité nationale, Citoyenneté, RDC.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.18283619>

1. INTRODUCTION

Dans un contexte postcolonial marqué par des défis identitaires et citoyens, l'enseignement de l'Histoire joue un rôle stratégique dans la construction d'une conscience collective (Calindere, 2010). En RDC, la réforme curriculaire de 2005 visait à recentrer les programmes sur les enjeux nationaux, mais son efficacité reste sujette à débat. Cet article interroge la capacité du programme d'Histoire en vigueur à former les élèves à l'identité nationale et à la citoyenneté. À travers une étude menée dans la sous-province éducationnelle Matete I à Kinshasa, nous analysons les écarts entre les intentions officielles, les pratiques enseignantes et les perceptions des élèves.

Cependant, l'enseignement de l'Histoire est reconnu comme un instrument de socialisation politique et de construction identitaire (Gallagher, 1996 ; Noiriel, 2007). Plusieurs études en Afrique et en RDC ont pointé l'inadéquation des programmes d'histoire, leur caractère eurocentrique et leur faible ancrage dans les réalités locales (Carpentier, 2000 ; Ekanga, 2012 ; Kabuika, 2021). La persistance de manuels non conformes aux programmes et la sous-qualification des enseignants aggravent ces problèmes (Cipamba & Katwala, 2003 ; Dioum, 1986). Notre recherche s'inscrit dans cette lignée critique, en se focalisant sur la dimension identitaire et citoyenne de l'enseignement de l'Histoire.

2. MÉTHODOLOGIE

Une approche mixte a été adoptée, combinant : l'analyse documentaire des programmes officiels (2005) et des manuels scolaires ; une enquête par questionnaire auprès de 21 enseignants, 50 élèves et 3 inspecteurs de la sous-province éducationnelle Matete I. L'analyse statistique (uni et bi variée) des données à l'aide des logiciels Excel et Stata a été effectuer. Le choix des répondants (enquêtés) s'est fait selon un échantillonnage non probabiliste raisonné, visant à saisir les perceptions des principaux acteurs du système éducatif.

3. RESULTATS

3.1. RESULTATS

3.1.1. Résultats descriptifs

3.1.1.1. Perceptions des enseignants et inspecteurs sur la capacité du programme d'Histoire

Les données montrent que 81 % des enseignants (17/21) estiment que le programme national d'Histoire ne permet pas de former les élèves à l'identité nationale et à la citoyenneté. Cette position est renforcée par les 100 % des inspecteurs qui considèrent que les contenus consacrés à l'histoire nationale sont insuffisants pour accomplir cette mission éducative. Par ailleurs, la quasi-totalité des inspecteurs interrogés (3/3) affirment que les matières explicitement liées à l'identité nationale et à la citoyenneté sont absentes du cursus actuel. Ces résultats suggèrent une perception largement partagée d'un déficit structurel dans la conception du programme national d'Histoire au niveau de l'éducation de base.

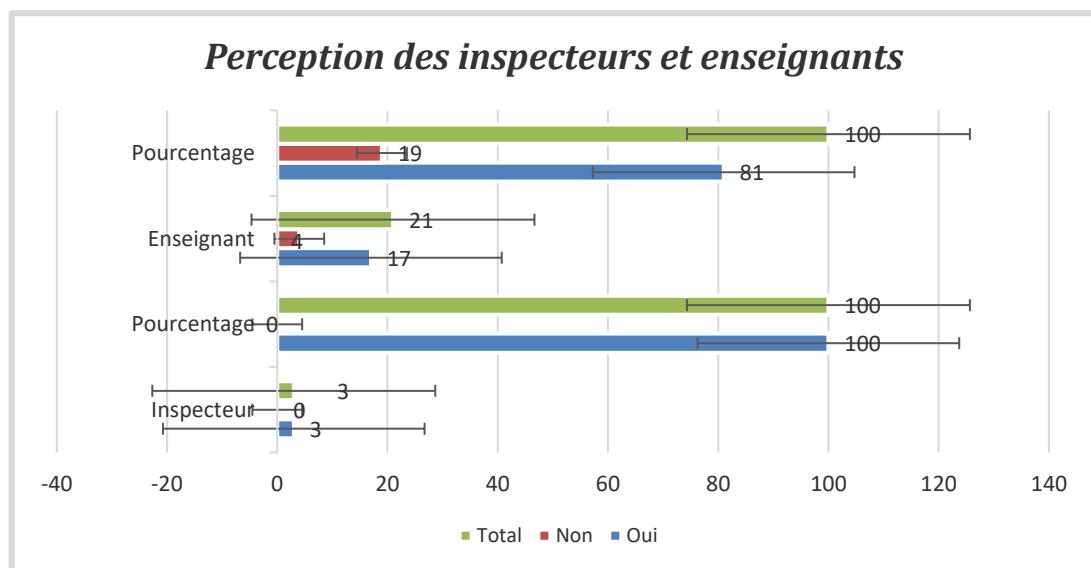


Figure 1. Perceptions des enseignants et inspecteurs sur la capacité du programme d'histoire

3.1.2. Perceptions des élèves sur l'appréciation et la contribution du contenu de programme d'histoire

Du côté des élèves, une large majorité (86 % ; 38/50) juge que les matières actuellement enseignées dans le cours d'Histoire ne contribuent pas suffisamment à leur formation à l'identité nationale et à la citoyenneté. Les résultats présentés ci-dessous nous révèlent que 38 sujets enquêtés (soit 86%) déclarent que les matières incluent dans le programme national d'Histoire, ne contribuent pas à leur formation à l'identité nationale et à la citoyenneté. Par contre, 12 sujets (soit 24%) disent le contraire.

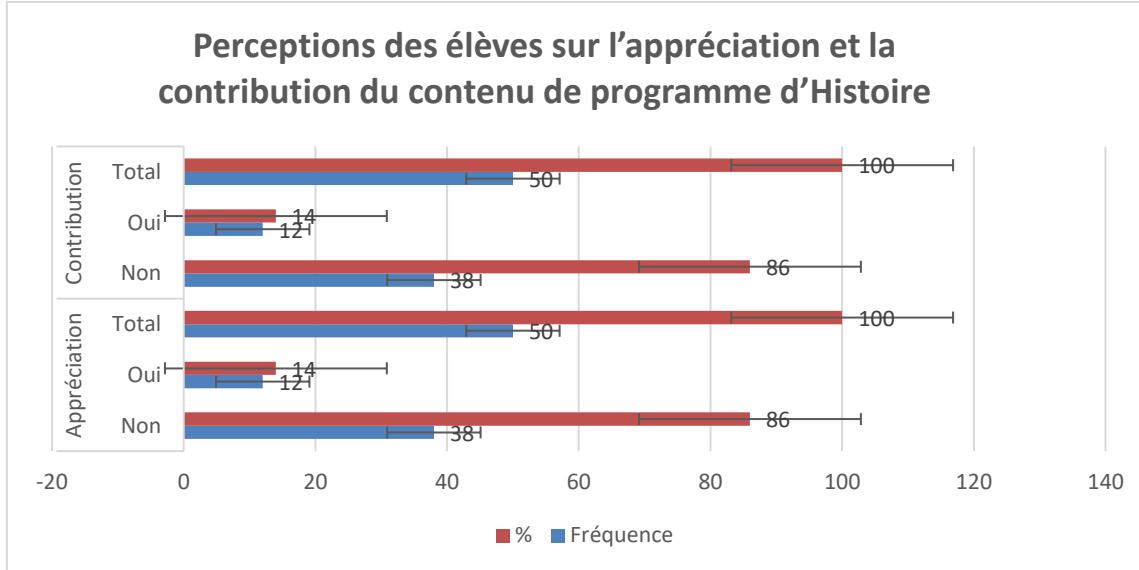


Figure 2. Perceptions des élèves sur l'appréciation et la contribution du contenu de programme d'histoire

3.2. Analyses bi variées

Les analyses bi variées mettent en évidence que les perceptions des acteurs éducatifs à l’égard de la formation à l’identité nationale et à la citoyenneté ne sont pas influencées par les caractéristiques sociodémographiques (sexe, niveau d’étude), mais dépendent essentiellement de facteurs curriculaires, pédagogiques et perceptifs.

3.2.1. Facteurs influençant les perceptions des enseignants

Tableau 1. Association entre la variable dépendante (Formation à l’identité nationale et à la citoyenneté) et les variables qualitatives retenues de réponses issues des enseignants

N° Variables	Pearson Chi2	Probabilité
1 Sexe ou genre des enseignants	0,4632	0,496
2 Niveau d’étude des enseignants	0,2864	0,593
3 Volume horaire du cours d’histoire	14,8750 ***	0,000
4 Existence des matières liées à l’histoire nationale dans le programme national d’histoire Insuffisance des contenus de matières liées à l’histoire nationale dans le programme national d’histoire	0,5833	0,445
5 Connaissances approfondies des enseignants sur la formation à l’identité nationale et à la citoyenneté dans le cours d’histoire	7,8426 ***	0,005
6 Capacité du programme national d’histoire à former les élèves à l’identité nationale et à la citoyenneté Importance perçue des matières sur l’identité nationale et à la citoyenneté par rapport à la formation des élèves	5,1471 **	0,023
7	11,2000 ***	0,001
8	13,2632 ***	0,000

*** significatif au seuil de 1% ($p < 0,01$) ;

** significatif au seuil de 5% ($p < 0,05$) ;

* significatif au seuil de 10% ($p < 0,10$).

L’analyse du tableau 1 montre que les perceptions des enseignants quant à la capacité du programme national d’Histoire à former les élèves à l’identité nationale et à la citoyenneté ne sont pas déterminées par leurs caractéristiques personnelles, telles que le sexe ou le niveau d’étude. En revanche, elles sont fortement influencées par des facteurs liés au contenu du programme, à son organisation pédagogique et à la valeur éducative perçue des matières enseignées.

Plus précisément, le volume horaire insuffisant, l’insuffisance des contenus d’histoire nationale, la faible maîtrise des enseignants des notions identitaires et citoyennes, ainsi que la perception d’une inadéquation globale du programme présentent des associations statistiquement significatives avec le soutien à l’intégration de ces matières. Les enseignants qui identifient ces lacunes sont les plus enclins à plaider pour une réforme curriculaire.

Par ailleurs, la simple existence formelle de matières liées à l’histoire nationale ne constitue pas un facteur explicatif pertinent, ce qui suggère que la question centrale n’est pas la présence nominale des contenus, mais leur pertinence, leur profondeur et leur capacité réelle à répondre aux objectifs de formation citoyenne. Ainsi, les enseignants apparaissent comme des acteurs conscients des limites structurelles du programme et favorables à son rééquilibrage en faveur de l’histoire nationale.

Tableau 2. Association entre la variable dépendante (Formation à l'identité nationale et à la citoyenneté) et les variables qualitatives retenues de réponses issues des élèves

N° Variables qualitatives retenues	Pearson Chi2	Probabilité
1 Sexe ou genre des élèves	0,5952	0,440
2 Classe où se trouvent les élèves	13,1519 ***	0,000
3 Buts ou raisons pour lequel les élèves étudient le cours d'histoire	31,1669 ***	0,000
4 Avantages que tirent les élèves à travers l'enseignement de l'histoire	0,3162	0,574
5 Cours d'histoire nationale enseigné par rapport à son aspect intéressant chez les élèves	18,6066 ***	0,000
6 Niveau de contribution des matières enseignées dans le cours d'histoire nationale chez les élèves	6,5946 **	0,010
La faible satisfaction qu'éprouvent les élèves par rapport à la manière dont le cours d'histoire est dispensée	8,1916 ***	0,004

*** significatif au seuil de 1% ($p < 0,01$) ;

** significatif au seuil de 5% ($p < 0,05$) ;

* significatif au seuil de 10% ($p < 0,10$).

Les résultats du tableau 2 indiquent que les perceptions des élèves à l'égard de la formation à l'identité nationale et à la citoyenneté ne varient pas selon le sexe, mais dépendent largement de leur expérience scolaire, de leur rapport au cours d'Histoire et de leur appréciation des contenus et des pratiques pédagogiques.

L'analyse révèle des associations significatives entre l'acceptation de l'intégration des matières identitaires et plusieurs variables clés, notamment la classe fréquentée, les motivations à étudier l'Histoire, l'intérêt suscité par l'histoire nationale, la perception de la contribution du cours à leur vie et le niveau de satisfaction vis-à-vis de l'enseignement reçu. Les élèves qui jugent le cours d'Histoire peu pertinent, peu engageant ou mal enseigné sont paradoxalement ceux qui expriment le plus fortement le besoin d'un renforcement des contenus liés à l'identité nationale et à la citoyenneté.

En revanche, la perception des avantages généraux de l'enseignement de l'Histoire n'influence pas significativement cette acceptation. Ce résultat suggère que les élèves ne remettent pas en cause l'importance de la discipline en soi, mais plutôt son orientation actuelle, jugée insuffisamment ancrée dans les réalités nationales et citoyennes.

3.2.2. Convergence entre analyses descriptive et analyses bi variées

La mise en relation des analyses descriptive et bi variée permet de dégager une cohérence forte des résultats, tant chez les enseignants que chez les élèves.

- *Convergences chez les enseignants*

Les deux approches confirment l'existence de défaillances structurelles du programme national d'Histoire. L'insuffisance du volume horaire, unanimement relevée dans l'analyse descriptive, est statistiquement associée à un soutien accru à l'intégration de nouveaux contenus identitaires. De même, la reconnaissance quasi unanime de la pauvreté des matières d'histoire nationale se traduit, dans l'analyse bi variée, par une forte propension à réclamer leur renforcement.

Par ailleurs, le manque de connaissances spécifiques des enseignants sur la formation à l'identité nationale et à la citoyenneté apparaît comme un facteur clé : cette lacune renforce leur perception de l'inadéquation du programme actuel et alimente leur demande d'une réforme curriculaire. Ainsi, les enseignants ne rejettent pas l'objectif de formation citoyenne, mais soulignent l'absence de moyens pédagogiques et conceptuels pour l'atteindre.

- *Convergences chez les élèves*

Chez les élèves, l'analyse descriptive montre un attachement marqué à l'histoire nationale, perçue comme plus signifiante et plus utile pour leur construction identitaire. Cette préférence est confirmée par les analyses bi variées, qui établissent un lien statistiquement significatif entre l'intérêt pour l'histoire nationale et l'acceptation de l'intégration de contenus citoyens.

De plus, le constat largement partagé d'une faible contribution du programme actuel à la formation identitaire renforce l'adhésion des élèves à une réforme du contenu. Leur insatisfaction à l'égard des méthodes d'enseignement constitue également un facteur déterminant, indiquant que l'efficacité du cours d'Histoire dépend autant de la pédagogie adoptée que des contenus transmis.

5. DISCUSSION

Les résultats de cette étude confirment les analyses de plusieurs chercheurs selon lesquelles l'enseignement de l'Histoire, lorsqu'il ne reflète pas les réalités nationales, échoue à remplir sa fonction de construction identitaire (Calindere, 2010). La proportion jugée insuffisante de contenus liés à l'histoire nationale dans le programme actuel prolonge les constats de Noiriel (2007), pour qui l'absence de cohérence entre curriculum et contexte national fragilise les objectifs civiques de l'enseignement de l'histoire.

En RDC, plusieurs travaux ont déjà souligné le caractère peu contextualisé et parfois eurocentré des programmes scolaires (Ekanga, 2012 ; Kabuika, 2021). Nos données corroborent cette critique : 100 % des inspecteurs et 81 % des enseignants estiment que les contenus nationaux sont insuffisants. Cette inadéquation curriculaire limite la capacité du cours d'Histoire à répondre aux défis identitaires congolais, notamment dans un contexte postcolonial où la mémoire collective demeure fragmentée (Carpenter, 2000).

Les élèves, majoritairement intéressés par les thématiques nationales (86 %), expriment une attente forte que Gallagher (1996) qualifie d'« ancrage mémoriel », c'est-à-dire la nécessité pour les apprenants de s'identifier à un récit historique proche de leur vécu. Leur insatisfaction vis-à-vis de la pédagogie traditionnelle, essentiellement transmissive, rejoint les observations de Cipamba & Katwala (2003) sur la nécessité de développer des méthodes participatives pour renforcer la conscience citoyenne.

Enfin, la relation significative entre la perception de l'insuffisance des contenus et le soutien à une réforme curriculaire montre que les acteurs éducatifs reconnaissent la nécessité d'un rééquilibrage vers l'histoire nationale. Une telle réforme est cohérente avec les orientations internationales en matière d'éducation citoyenne, qui encouragent l'intégration des récits locaux dans les programmes scolaires (UNESCO, 2017).

En somme, cette étude confirme que l'enseignement de l'Histoire en RDC, dans sa configuration actuelle, ne constitue pas un levier suffisamment efficace pour la formation à l'identité nationale et à la citoyenneté. Une réforme du programme, associée à une modernisation des pratiques pédagogiques et à un renforcement de la formation des enseignants, apparaît indispensable.

6. CONCLUSION

L'enseignement de l'Histoire en RDC, tel qu'il est conçu et mis en œuvre, ne remplit pas pleinement sa mission de formation à l'identité nationale et à la citoyenneté. Une révision curriculaire et didactique s'impose pour ancrer les apprentissages dans le vécu des élèves et les enjeux de la société congolaise. Une telle refonte contribuerait à renforcer le sentiment d'appartenance et l'engagement civique des jeunes générations.

Pour transformer l'enseignement de l'Histoire en un levier de construction identitaire et citoyenne, nous proposons de :

- Rééquilibrer les contenus : augmenter la part de l'histoire nationale et locale, intégrer les luttes d'indépendance, les figures historiques congolaises et les enjeux contemporains ;
- Renforcer la formation des enseignants : développer des modules sur la didactique de l'histoire nationale et les pédagogies actives ;
- Augmenter le volume horaire : passer à 3 heures par semaine pour permettre un traitement approfondi des thèmes ;
- Contextualiser les supports : produire des manuels et des ressources adaptées aux réalités congolaises ;
- Promouvoir une approche inclusive : intégrer les perspectives multiples et les récits des groupes marginalisés.

7. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES (SÉLECTION)

- [1] Calindere, O. (2010). Le rôle de l'histoire dans l'éducation citoyenne. Armand Colin.
- [2] Calindere, O. (2010). Le rôle de l'histoire dans l'éducation citoyenne. Armand Colin.
- [3] Carpenter, C. (2000). La rupture politique et l'enseignement de l'histoire en Afrique du Sud. L'Harmattan.
- [6] Carpenter, C. (2000). La rupture politique et l'enseignement de l'histoire en Afrique du Sud. L'Harmattan.
- [7] Cipamba, J., & Katwala, F. (2003). La qualité de l'enseignement en RDC. Presses Universitaires du Congo.
- [8] Dioum, A. (1986). Didactique de l'histoire en Afrique. Dakar : IFAN.
- [9] Ekanga, L. (2012). Radioscopie de la situation de l'histoire au secondaire en RDC. Revue des sciences de l'éducation, 45(2), 131-145.
- [10] Ekanga, L. (2012). Radioscopie de la situation de l'histoire au secondaire en RDC. Revue des Sciences de l'Éducation, 45(2), 131-145.
- [11] Gallagher, C. (1996). History education and identity building. Sage.
- [12] Gallagher, C. (1996). History education and identity building. Sage.
- [13] Kabuika, P. M. (2021). Pratiques enseignantes et programmes d'histoire en RDC. ECODISP.
- [14] Kabuika, P.M. (2021). Pratiques enseignantes et programmes d'histoire en RDC. ECODISP.
- [15] Noiriel, G. (2007). À quoi sert l'histoire ? Éditions de l'Atelier.
- [16] Noiriel, G. (2007). À quoi sert l'histoire ? Éditions de l'Atelier.
- [17] UNESCO. (2017). Education for citizenship and sustainable development. UNESCO.